

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

PAUL MEURIOT

Note sur la statistique agricole de la Belgique

Journal de la société statistique de Paris, tome 41 (1900), p. 239-244

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1900__41__239_0

© Société de statistique de Paris, 1900, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

V.

NOTE SUR LA STATISTIQUE AGRICOLE DE LA BELGIQUE.

Les documents aussi abondants que précis de la statistique de la Belgique nous permettent d'y suivre, depuis 1846, le mouvement de la propriété foncière ou de l'exploitation du sol. Il nous a paru intéressant d'en retenir les données principales, à quatre périodes différentes, 1846, 1866, 1880 et 1895.

Un premier point à fixer (voir le tableau n° 1) est le nombre des exploitations. Leur total n'a point suivi une marche constamment ascendante ; il s'élève bien jusqu'en 1880, mais diminue depuis cette époque, et d'une façon assez sensible. Le nombre des exploitations agricoles était de 572 550 en 1846 ; il s'accroît de près de 172 000 en 1886, ou de 30 p. 100. De 1866 à 1880, l'augmentation est encore de plus de 166 000, ou de 22,4 p. 100. Mais, en 1895, le nombre des exploitations, qui s'était élevé à 744 007 en 1866 et de là à 910 396 en 1880, tombe à 829 625 ; c'est une diminution de près de 81 000 ou de 8,8 p. 100.

TABEAU N° 1.

Les exploitations dans le royaume de Belgique en 1846, 1866, 1880 et 1895.

Étendue des exploitations.	Leur nombre en			
	1846.	1866.	1880.	1895.
De moins de 50 ares	247 551	312 290	472 471	458 120
De 50 ares à 1 hectare . . .	70 413	108 094	121 905	85 921
De 1 à 5 hectares	165 933	219 384	226 058	191 833
De 5 à 10 —	42 737	51 650	48 390	49 065
De 10 à 20 —	26 585	30 996	25 983	28 151
De 20 à 50 —	14 998	16 066	12 186	13 151
De plus de 50 hectares . . .	4 333	5 527	3 403	3 584
Total des exploitations. .	572 550	744 007	910 396	829 625

L'étendue du sol exploité n'a pas subi de variations bien sensibles : elle était, en 1846, de 2 603 000 hectares ; en 1866, de 2 663 700 hectares ; en 1880, de 2 704 000 hectares, et elle est, en 1895, de 2 607 000 hectares. Il y a donc seulement une légère diminution pour la période contemporaine ; elle n'est que 35,9 p. 100. Remarquons toutefois que cette diminution de l'étendue exploitée correspond à celle des exploitations de 1880 à 1895. En revanche, l'étendue moyenne des exploita-

tions a augmenté; en 1846, cette superficie moyenne était de 4^h,54; elle s'abaissait en 1866 à 3^h,57; en 1880, à 2^h,90; elle se relève en 1895 à 3^h,14 (voir le tableau n° 2). Ainsi, l'étendue moyenne des exploitations a grandi en raison inverse non seulement de leur nombre, mais aussi de la surface du sol cultivé. L'année 1880, où nous rencontrons le nombre maximum d'exploitations, est celle qui nous présente le minimum de l'étendue exploitée.

TABLEAU N° 2.

Étendue moyenne des exploitations en Belgique, en 1846, 1866, 1880, 1895.

(En hectares)

Provinces.	1846.	1866	1880.	1895.
Anvers	4,8	4,2	3,9	3,6
Brabant.	3,4	2,7	2,4	2,8
Flandre occidentale. . .	3,9	3,5	2,5	2,7
— orientale.	2,8	2,5	2,1	2,2
Hainaut.	3,1	2,4	1,8	1,6
Liège.	4,5	3,5	2,95	2,96
Limbourg.	6,8	4,5	4,2	5,6
Luxembourg.	11,4	8,0	7,4	9,2
Namur	7,4	5,1	4,6	5,1
Belgique.	4,54	3,57	2,90	3,14

Mais dans quelle mesure, depuis 1846, les différentes catégories d'exploitations ont-elles varié? En 1846, les petites exploitations, celles de moins d'un hectare, étaient au nombre de 317 964; en 1866, elles s'élevaient à 420 384; en 1880, à 593 376, soit un accroissement successif de 32 et 41,2 p. 100; mais, en 1895, le total s'abaisse à 544 041, soit une baisse de 8,4 p. 100. Mais cette baisse atteint particulièrement les exploitations de 50 ares à 1 hectare: celles-ci tombent de 121 905 à 85 921, soit une diminution de 29,7 p. 100, tandis que les très petites exploitations de moins de 50 ares (celles qui ne consistent guère qu'en jardins, vergers, en dépendance étroite de la maison) ne perdent que 3,02 p. 100 (472 471 en 1880 et 458 120 en 1895). De 1846 à 1880, la part proportionnelle des petites exploitations dans le nombre total a été en augmentant, représentant successivement 55,5, 56,8 et 65,5 p. 100 en 1846, 1866 et 1880; mais, en 1895, cette proportion s'abaisse à 63,1 p. 100.

Quant aux exploitations de 1 à 5 hectares, leur nombre total, en 1895, n'est pas seulement en diminution sur celui de 1880, mais sur celui de 1866. De 1846 à 1866, leur nombre augmente d'une manière très sensible (32,7 p. 100); mais, de 1866 à 1880, l'accroissement, qui était de 54 000 environ dans la période précédente, n'est plus guère que de 6 700 ou de 3,04 p. 100. De 1880 à 1895, la diminution est de plus de 34 000 ou de 15,4 p. 100. Ainsi, le nombre de ces exploitations, qui était de 219 384 en 1866 et de 226 058 en 1880, n'est plus que de 191 833 en 1895; leur proportion au nombre total des exploitations, qui était de 28,8 et de 29,3 p. 100 en 1846 et 1866, tombait à 25 et 23,6 p. 100 en 1880 et 1895.

Les exploitations qui dépassent 5 hectares nous présentent un tout autre phéno-

mène : au-dessus de cette limite, le nombre des exploitations augmente dans la période contemporaine, après avoir diminué dans la période antérieure (1866-1880), tandis que, au contraire, elles s'étaient accrues de 1846 à 1866.

Ainsi, deux catégories d'exploitations — qu'on peut qualifier de moyenne et de grande — celles de 5 à 10 hectares et celles de 10 à 20 hectares, s'élevaient respectivement de 42 737 et 26 585 à 51 650 et 30 996 de 1846 à 1866. En 1880, nous trouvons ces deux catégories à 48 390 et 25 983 ; il y avait donc baisse sensible, surtout parmi les exploitations de 10 à 20 hectares. Mais, en 1895, il y a augmentation : la première catégorie s'élève au total de 49 065 et la seconde atteint celui de 28 151. Les exploitations de 10 à 20 hectares, qui avaient surtout perdu dans la période précédente, sont précisément celles qui gagnent le plus dans la période contemporaine.

Dans les exploitations de 20 à 50 hectares et dans celles de plus de 50 hectares, nous constatons un fait analogue : de 1846 à 1866, les premières s'élèvent de 14 998 à 16 066 ; les secondes de 4 333 à 5 527 ; puis, en 1880, elles s'abaissent respectivement à 12 186 et 3 403 ; mais, en 1895, elles se relèvent à 13 151 et à 3 584. Le relèvement est donc plus sensible pour les exploitations de 20 à 50 hectares.

Quelle a été la correspondance de l'étendue des cultures avec les variations des exploitations ? C'est ce qu'il est facile de constater. De 1846 à 1866, il y a augmentation pour l'étendue du sol cultivé en froment (voir le tableau. n° 3) ; de 233 000 hectares, elle s'élève à 283 540. De 1866 à 1880, il y a déjà diminution, légère, il est vrai (seulement 7 000 hectares) ; mais, en 1895, cette diminution atteint plus de 100 000 hectares, et la superficie des terres à blé n'est plus que de 180 300 hectares, soit 36,4 p. 100.

Les cultures industrielles voient également — mais dans une moindre proportion — diminuer leur étendue : celle-ci, qui était de 66 000 hectares en 1846, atteignait 115 800 hectares en 1866 et demeurait stationnaire en 1880 ; en 1895, elle s'abaissait à 96 700, soit une perte de 16,5 p. 100.

Par contre, le sol occupé par les pâtures a augmenté très sensiblement à l'époque contemporaine : de 1846 à 1866, il demeurait sans changement sensible à 365 000 hectares ; mais, en 1880, il s'élevait à 547 000, puis à 638 000 hectares en 1895 ; c'est sur 1866 un accroissement de près de 75 p. 100. La conséquence toute naturelle a été l'augmentation du bétail ; si les moutons ont diminué (586 000 en 1866 et 235 000 en 1895), le gros bétail s'est accru (1 242 000 têtes en 1846 et 1 420 000 en 1895) et le total des porcs a presque doublé (de 632 000 à 1 163 000). [Voir tableau, p. 242.]

Toutes ces transformations ont été aussi accompagnées d'un changement dans le mode d'exploitation du sol. En 1846, sur 2 602 000 hectares de superficie cultivée, 1 423 000 étaient cultivés directement par les propriétaires, soit 54,5 p. 100 ; en 1880, ce chiffre était de 1 434 000 sur un total de 2 704 000 ou 53,1 p. 100 ; l'exploitation directe l'emportait encore ; mais en 1895, sur un total de 2 607 000 hectares d'étendue exploitée, 1 287 000 seulement ou 49,2 p. 100 reviennent à l'exploitation directe. En d'autres termes, la petite propriété diminue d'une façon évidente à l'heure actuelle en Belgique.

Un autre phénomène que l'on peut constater en Belgique, c'est la diminution dans la valeur vénale du sol. En 1846, la valeur moyenne de l'hectare était de 2 626 fr. ; elle s'élevait à 3 365 fr. en 1856, et 4 095 fr. en 1866. En 1880, la pro-

gression est bien moins forte : la valeur est de 4 202 fr. Mais, en 1895, elle tombe à 3 021 fr., soit 1 181 fr. de perte sur 1880. Cette perte est plus sensible sur les terres arables que sur les prairies : dans la première catégorie, le prix moyen s'abaisse de 4 261 fr. à 2 838 fr.; dans la seconde, il s'abaisse de 4 143 fr. à 3 204 fr., soit une perte de 939 fr. au lieu de 1 423 fr. pour les terres arables.

TABLEAU N° 3.

**Étendue, par province, de la superficie cultivée en blé et des pâtures
en 1866, 1880, 1895.**

(Milliers d'hectares.)

Provinces.	Terres a blé.			Prairies et pâtures.		
	1866.	1880	1895.	1866.	1880.	1895.
Anvers.	10,7	8,5	4,3	32,0	42,5	43,0
Brabant	60,0	55,8	36,6	31,6	55,4	66,8
Flandre occidentale.	50,3	50,8	33,3	62,0	71,0	82,0
— orientale. .	30,7	29,1	21,2	33,0	54,0	57,8
Hainaut.	69,7	68,1	43,3	45,3	76,2	100,2
Liège	26,2	27,7	18,3	53,4	66,8	82,4
Limbourg.	15,1	13,6	8,8	30,0	50,2	44,8
Luxembourg . . .	4,4	5,9	3,0	49,6	68,0	78,0
Namur.	16,3	18,3	11,6	28,6	65,5	82,4
Belgique . .	283,5	276,0	180,3	537,0	537,0	638,0

Le nombre des domestiques mâles s'élevait de 107 603 à 141 762 ; celui des servantes de 69 723 à 75 433 ; ce n'était pour celles-ci qu'une proportion de 8,2 p. 100, tandis qu'elle était pour ceux-là de 32 p. 100 environ. Mais, en 1895, le nombre des domestiques s'affaïsse à 187 106 ; c'est une diminution de 13,6 p. 100 depuis 1880 ; cette baisse porte surtout sur les servantes, qui ne sont plus que 58 830, soit une diminution de 16 600 personnes ou 22,6 p. 100 ; le total des travailleurs hommes ne diminue que de 13 485 ou de 9,2 p. 100.

Tels sont les résultats généraux de la dernière enquête agricole de la Belgique ; nous pouvons encore mieux les apprécier en considérant séparément chaque province. A Anvers, le nombre des exploitations était de 47 640 en 1846 ; il s'élevait en 1866 à 59 029, puis à 64 026 en 1880 et montait encore à 64 432 en 1895 ; dans cette province, l'étendue moyenne de l'exploitation n'a fait que s'amoindrir : d'abord de 4^h,8, puis de 4^h,2, 3^h,9 et 3^h,6 ; elle est un peu au-dessus de la moyenne du royaume (3^h,14 en 1896). La petite propriété y est demeurée à peu près la même depuis 1880 ; mais le nombre des grandes exploitations s'y est accru. La culture du froment y a beaucoup baissé depuis 1880 (de 4 300 hectares cultivés au lieu de 8 540) ; mais l'étendue des pâturages n'a pas diminué. La proportion du faire-valoir direct y a baissé : elle était de 63 p. 100 en 1880 ; en 1895, elle se réduit à 55,6 p. 100.

La population des travailleurs agricoles s'y est abaissée de plus de 3 700 personnes (16 385 au lieu de 20 128), et cette diminution atteint surtout le sexe féminin (65 p. 100 de la diminution totale).

Avec Anvers, le Hainaut est la seule province où le nombre des exploitations n'ait pas diminué : c'est même là seulement qu'il y a vraiment un accroissement sérieux : le total des exploitations, qui était de 105 670 en 1846, de 140 650 et 189 778 en 1866 et 1880, s'élevait encore à 207 556 en 1895. Le développement industriel a pour conséquence l'extension de la petite propriété ; la maison de l'ouvrier est toujours accompagnée d'un lopin de terre plus ou moins grand. Dans le Hainaut, la moyenne propriété diminue au bénéfice de la petite et de la grande. Ainsi, tandis que les exploitations de moins d'un hectare et celles de plus de 10 hectares augmentent en nombre, il y a, au contraire, diminution pour celles des catégories intermédiaires, surtout pour celles de 1 à 5 hectares qui baissent de 34 400 à 26 000. Aussi, dans cette province, l'étendue de l'exploitation moyenne est-elle arrivée à être considérablement réduite ; de 3^h,1 en 1846, elle tombe successivement à 2^h,4, à 1^h,8 et enfin à 1^h,6 en 1895. Mais le progrès de la grande exploitation s'est aussi traduit par un recul de l'exploitation directe : de 47 p. 100 en 1846, elle tombe à 41 p. 100 en 1895, et, depuis 1880, l'étendue des terres consacrées au froment a diminué de 25 000 hectares ; les pâtures ont augmenté du même nombre à peu près.

Le nombre des travailleurs agricoles y a baissé de 12 p. 100 depuis cette époque et, ici comme à Anvers, l'élément féminin a la plus grosse part de la diminution (66,5 p. 100).

Dans la province de Liège, il y a sans doute une baisse du total des exploitations ; mais elle est peu sensible (de 89 554 à 87 167 ou 2,66 p. 100) et l'étendue moyenne des exploitations est demeurée la même qu'en 1880. La diminution porte exclusivement sur les exploitations de 1 à 5 hectares, qui perdent près du quart de leur effectif (4 000 sur 17 000) de 1880 à 1895. Les catégories extrêmes profitent de cette baisse. Dans cette province, les terres ensemencées en froment diminuent de près d'un tiers, et les pâtures gagnent près de 24 p. 100.

La diminution des travailleurs agricoles est toutefois moins rapide que dans le Hainaut ; elle n'est que de 9,4 p. 100.

Le Brabant et les deux provinces de Flandre constituent un groupe où l'étendue moyenne des exploitations se relève, mais d'une manière encore peu sensible sur l'ensemble. Dans le Brabant, la Flandre occidentale et la Flandre orientale, cette superficie moyenne était en 1846 de 3^h,4, 3^h,9, 2^h,8 ; elle s'abaissait respectivement en 1880 à 2^h,4, 2^h,5, 2^h,1, pour se relever en 1895 à 2^h,8, 2^h,7 et 2^h,2. En somme, nous avons encore affaire à une moyenne faible. Mais, dans les trois provinces, la très petite exploitation a beaucoup diminué en nombre : de 23 000 dans le Brabant, de 22 600 dans la Flandre orientale, seulement de 5 400 dans la Flandre occidentale. Dans cette province, il y a baisse dans toutes les catégories ; seules, les exploitations de plus de 50 hectares voient accroître leur nombre. Dans la Flandre orientale, ce sont les exploitations de 1 à 5 hectares qui augmentent de 40 p. 100. Mais dans le Brabant, les grandes exploitations s'accroissent sensiblement. M. Vanderveld (1), qui a étudié tout particulièrement la question pour cette province, remarque que la grande propriété tend à se concentrer de plus en plus ; il comptait dans le Brabant,

(1) *Annales de l'Institut des sciences sociales*, 1899.

en 1834, 224 cotes de plus de 100 hectares, faisant un total de 38 963 hectares ; il trouve, en 1898, 209 cotes avec une contenance de 41 545 hectares. L'étendue des propriétés a augmenté en raison inverse du nombre de propriétaires. Dans le Brabant, comme dans les Flandres, la culture du blé a diminué, surtout dans le Brabant (40 p. 100), et les pâtures ont augmenté, mais très peu sensiblement, dans la Flandre orientale, où il y a du reste une petite extension des cultures industrielles. C'est dans cette province que nous venons de noter un accroissement de la moyenne propriété.

Dans les trois provinces, la population des travailleurs agricoles a diminué, surtout dans le Brabant (19,3 p. 100) ; l'élément féminin baisse surtout dans la Flandre orientale (de 30 p. 100).

Nous arrivons ensuite aux trois provinces de l'Ardenne : Limbourg, Luxembourg et Namur, région de prés ou de pâtures où de tout temps la moyenne de l'étendue des exploitations a été élevée. Cependant, jusqu'en 1880, elle s'était abaissée : dans le Limbourg, de 6^h,8 en 1846 à 4^h,5, puis 4^h,2, en 1866 et 1880 ; dans la province de Namur, de 7^h,4 à 5^h,1 et 4^h,6 ; dans le Luxembourg, de 11^h,4 à 8, puis 7^h,4. Mais, en 1895, il y a partout un relèvement dans cette moyenne ; elle atteint 5^h,1 à Namur, 5^h,6 dans le Limbourg et 9^h,2 dans le Luxembourg. Dans les trois provinces, il y a diminution sensible dans le nombre des exploitations, de 12 p. 100 à Namur, de 21,7 p. 100 dans le Luxembourg et de 23,5 p. 100 dans le Limbourg. Partout, il y a diminution de la petite exploitation, à Namur toutefois moins qu'ailleurs (de 11 p. 100 seulement, tandis que la proportion est de 35 p. 100 dans le Luxembourg et de 41,8 p. 100 dans le Limbourg). La moyenne propriété se maintient mieux, malgré une baisse dans toute la région ; mais, sauf dans le Limbourg, ce n'est pas la très grande propriété qui bénéficie de cette décroissance. Néanmoins, il est visible qu'il y a là comme ailleurs une concentration de la propriété. Dans les trois provinces, il y a également diminution des terres à blé, surtout dans le Luxembourg, qui ne comptait plus en 1895 que 3 000 hectares cultivés en froment. Les pâtures ont augmenté, sauf dans le Limbourg où il y a diminution. Les trois provinces présentent également une diminution de l'exploitation directe ; mais elle n'est vraiment sensible que dans le Limbourg (16,2 p. 100).

La population des travailleurs agricoles a diminué, mais très peu dans le Luxembourg, où il y a même une légère augmentation pour les domestiques hommes.

En somme, des travaux de la statistique belge que nous venons de résumer, il ressort clairement qu'un mouvement intéressant se produit dans l'économie rurale du royaume voisin : il est caractérisé non seulement par l'arrêt du morcellement de la propriété ininterrompu jusqu'en 1880, mais par la concentration de plus en plus visible de la terre entre les mains des grands propriétaires.

Paul MEURIOT.
